

Le 14 septembre 2016

A : liste de diffusion de l'ASES.  
Copie à : liste de diffusion d'Efigies.

Objet : A propos du bulletin de l'ASES « Genre et sociologie à l'université ».

Cher·e·s collègues,

Nous ne représentons aucun collectif constitué mais, en tant que spécialistes du genre, nous souhaitons alerter la communauté des sociologues sur un problème sérieux posé par le dernier bulletin de l'Association des Sociologues Enseignant·e·s du Supérieur (ASES), « Genre et sociologie à l'université » (n°43, juin 2016), paru au début de l'été. Souhaitant promouvoir la recherche sur le genre dans la sociologie française (qui a en effet bien besoin de promoteurs tant elle continue à occuper une position marginale dans la discipline et au sein de l'université), cet opus produit un effet en partie inverse en diffusant un texte dont nous regrettons qu'il ait pu être validé pour figurer dans ce bulletin par un collectif de sociologues *professionnel·le·s*. Nous saluons le choix de l'ASES de consacrer un bulletin entier au genre et aux obstacles que celui-ci rencontre dans la société en général et dans le monde universitaire en particulier ; mais il nous semble également important d'attirer l'attention sur le fait que certaines pratiques professionnelles participent à la reproduction des rapports de genre. Le texte en question et le choix de sa publication en sont des exemples malheureux.

« La formation des enseignant·e·s au genre comme fait social » est en effet un texte confus, sexiste, antiféministe et anti-genre, qui revendique à chacune de ses pages un caractère scientifique alors qu'il n'administre aucune preuve.

Ce texte est sexiste parce que, sous couvert de produire une analyse sophistiquée de l'intériorisation des rapports sociaux de sexe par des enseignantes mal formées, il déclare sans ambages que « *les enseignantes* » feraient plus obstacle à l'égalité des sexes et à la réussite des filles que leurs collègues hommes, notamment parce qu'elles mineraient l'« *estime de soi* » de leurs élèves (celle des filles, parce que des garçons il n'est jamais question). Que des femmes reproduisent des stéréotypes de genre et soient des actrices de la « *domination masculine* », cela n'est pas une idée bien nouvelle et de nombreux débats (jamais évoqués dans l'article) ont eu lieu sur le sujet. Mais l'auteur dit plus que cela : il s'abandonne à une comparaison qui homogénéise à l'emporte-pièce deux groupes sociaux (les enseignants et les enseignantes) d'autant plus scandaleuse d'un point de vue sociologique qu'elle se fonde sur... huit entretiens réalisés avec des « *enseignantes se revendiquant féministes* » par une étudiante de L3 dans le cadre d'un mémoire dirigé par l'auteur. Selon une rhétorique antiféministe classique, ce dernier présente sa thèse du sexisme des femmes « *cultivées* » comme une proposition subversive et émet des jugements d'une violence rare sur « *les enseignantes* » qui « *peuvent ne servir à rien dans la lutte contre le sexisme* » (p. 14).

Ce papier est anti-genre parce que ses manquements à tout ce que requiert l'analyse sociologique en font un piètre ambassadeur des études de genre dont il se revendique (de manière plus qu'ambivalente), mais aussi parce qu'il est ignorant de pans entiers de leur bibliographie et de leur histoire : à l'heure de débats complexes sur l'intersectionnalité, on appréciera par exemple l'affirmation selon laquelle « *inégalités de genre* » et « *inégalités sociales [sic]* » « *fonctionnent de manière identique* », et on apprendra que « *les inégalités de genre sont d'autant mieux comprises que leur approche prolonge, non seulement chronologiquement, mais aussi analytiquement, celle des inégalités sociales* » (p. 15). Ce papier, tout en utilisant le concept de *genre* (de manière fantasque) ne cesse par ailleurs de le disqualifier : sa toute première phrase est révélatrice qui le définit comme « *une prénotion* » et comme « *un aiguillon* ». Citant quelques spécialistes de l'étude des rapports sociaux de sexe à l'école, l'auteur n'omet finalement pas de les (dé)classer dans l'ensemble de la production sociologique en une phrase définitive : « *Sociologiquement, il manque, nous semble-t-il, aux inégalités de genre à l'école l'ouvrage équivalent aux Héritiers* » (p. 16).

Ce texte est en lui-même très problématique mais ce qui nous inquiète le plus, c'est qu'il puisse être diffusé avec la bénédiction de l'ASES : une telle décision participe de fait au travail de délégitimation

latent dont continuent de faire les frais la recherche sur le genre et les chercheur·e·s qui la pratiquent au sein de la sociologie. Il est en effet important de montrer du doigt les élu·e·s socialistes et les militant·e·s catholiques comme le fait un autre papier du bulletin consacré à « la théorie du genre », mais en réalité c'est nous qui, en tant que chercheur·e·s et enseignant·e·s-chercheur·e·s statutaires et sans nécessairement faire l'objet de pressions extérieures, décidons des profils de postes à l'université, de ce qui est scientifique ou ne l'est pas, des perspectives théoriques qui comptent ou comptent moins dans les disciplines. Il ne devrait pas être possible que la délégitimation de la recherche mobilisant le genre puisse s'opérer jusque dans une publication professionnelle qui entend la valoriser. Aucun concept ni aucun domaine de recherche ne mérite un tel traitement, mais cela est particulièrement fâcheux concernant le genre, de plus en plus conçu par les jeunes générations comme un concept utile, alors que son usage continue d'exposer au discrédit et à un risque accru de ne pouvoir entrer de plein droit dans les métiers de l'enseignement supérieur et de la recherche publiques.

Catherine ACHIN, Université Paris-Dauphine.

Viviane ALBENGA, Université Bordeaux-Montaigne.

Annabelle ALLOUCH, Université de Picardie-Jules Verne.

Armelle ANDRO, Université Paris I.

Christelle AVRIL, EHESS, Paris.

Lucie BARGEL, Université de Nice Sophia-Antipolis.

Hélène BRETIN, Université Paris 13.

Fanny BUGNON, Université Rennes 2.

Coline CARDI, Université Paris 8.

Sébastien CHAUVIN, Université de Lausanne.

Isabelle CLAIR, CNRS, Paris.

Isabelle COLLET, Université de Genève.

Geneviève CRESSON, Université Lille 1.

Sylvie CROMER, Université Lille 2.

Aurélié DAMAMME, Université Paris 8.

Alice DEBAUCHE, Université de Strasbourg.

Virginie DESCOUTURES, Université de Picardie-Jules Verne.

Anne-Marie DEVREUX, CNRS, Paris.

Éric FASSIN, Université Paris 8.

Nehara FELDMAN, Université de Picardie-Jules Verne.

Michèle FERRAND, CNRS, Paris.

Fanny GALLOT, Université Paris Est Créteil-ESPE.

Marie-Carmen GARCIA, Université Paul Sabatier-Toulouse III.

Béatrice de GASQUET, Université Paris Diderot.

Stéphanie GUYON, Université de Picardie-Jules Verne.

Christelle HAMEL, Ined, Paris.

Jacqueline HEINEN, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.

Helena HIRATA, CNRS, Paris.

Alban JACQUEMART, Université Paris-Dauphine.

Alexandre JAUNAIT, ISP Nanterre/Université de Poitiers.

Prisca KERGOAT, Université Toulouse-Jean Jaurès.

Rose-Marie LAGRAVE, EHESS, Paris.

Nathalie LAPEYRE, Université Toulouse-Jean Jaurès.

Éléonore LÉPINARD, Université de Lausanne.

Marylène LIEBER, Université de Genève.

Marianne MODAK, EESP de Lausanne.

Nicole MOSCONI, Université Paris Ouest Nanterre La Défense.

Delphine NAUDIER, CNRS, Paris.

Sophie POCHIC, CNRS, Paris.

Wilfried RAULT, Ined, Paris.

Sébastien ROUX, CNRS, Toulouse.

Sylvie TISSOT, Université Paris 8.

Mathieu TRACHMAN, Ined/Iris-EHESS, Paris.